agenzia fides
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org
Fondata nel 1927

ASIE/PHILIPPINES - Appel de Human Rights Watch en faveur de la lutte contre les exécutions sommaires

Manille (Agence Fides) – Le gouvernement philippin ne fait pas suffisamment pour bloquer les exécutions sommaires qui, depuis de trop nombreuses années, demeurent impunies. C'est la dénonciation à laquelle se livre l'ONG Human Rights Watch (HRW) qui signale un danger. Il semble en effet que « des fonctionnaires de la ville et des agents de police appuient les homicides ciblés comme forme perverse de contrôle du crime ». Certains maires de villes des Philippines sont en effet accusés de « favoriser des meurtres ». Selon un récent rapport publié par HRW, au cours de la période 2008-2013, 298 exécutions sommaires ont été dénombrées aux Philippines, toutes étant demeurées impunies. La majeure partie des victimes sont de présumés vendeurs de drogue, de petits criminels, des enfants des rues mais le phénomène concerne aussi des activistes des droits fondamentaux, des avocats, des syndicalistes, des prêtres. Parmi les cas de religieux et missionnaires, se trouvent ceux du Père Fausto Tentorio, PIME, tué en 2011 à Mindanao, et du Père Cecilio Lucero, tué en septembre 2009 dans la province du Nord Samar, au sud de Manille. Le phénomène, remarque l'ONG, continue à ternir l'image internationale des Philippines. HRW affirme : « Le Président Benigno Aquino a en grande partie ignoré les exécutions sommaires perpétrées par les escadrons de la mort, surtout dans les zones urbaines ».
Le long sillage d'homicides impunis afflige le pays depuis plus d'une décennie. Selon les groupes de la société civile, la responsabilité de tels actes doit être attribuée aux « escadrons de la mort » qui agissent dans le pays, unités qui sont composées d'anciens militaires ou de groupes paramilitaires. En 2010, l'organisation Karapatan (Alliance pour l'amélioration des droits du peuple) signalait des exécutions sommaires concernant surtout des avocats, des juges, des activistes des droits fondamentaux, des religieux et des journalistes. Au cours des huit années de gouvernement de Gloria Macapagal Arroyo – le prédécesseur de Benigno Aquino jr – ont été enregistrées 1.118 victimes d'exécutions sommaires, 1.026 cas de tortures, 1.946 arrestations arbitraires, plus de 30.000 agressions et 81.000 épisodes d'intimidations. (PA) (Agence Fides 24/05/2014)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it